

ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE PAKISTANAIS ENLEVÉ EST EN DANGER

Le journaliste pakistanais Rehmatullah Darpakhel a été enlevé il y a un mois par des hommes armés non identifiés dans le Waziristan-Nord, une zone du nord-ouest du Pakistan touchée par l'insurrection. On ignore son sort et le lieu où il se trouve depuis lors. Amnesty International craint qu'il ne soit fortement exposé au risque d'être torturé, voire tué.

Plus d'un mois s'est écoulé depuis le 11 août, date à laquelle le journaliste Rehmatullah Darpakhel a été enlevé dans l'après-midi par des inconnus alors qu'il faisait ses courses dans sa ville d'origine, Miran Shah, dans le Waziristan-Nord. Malgré leurs promesses répétées depuis lors, les autorités pakistanaises n'ont pas enquêté comme il se doit sur son enlèvement. L'inquiétude concernant son bien-être demeure aussi vive aujourd'hui qu'au moment de son enlèvement.

Expérimenté et réputé pour l'impartialité et l'objectivité de ses articles, Rehmatullah Darpakhel était l'un des rares journalistes travaillant dans la zone tribale du Waziristan-Nord, l'une des lignes de front les plus actives et dangereuses du conflit qui oppose les talibans et les forces internationales.

Personne n'a revendiqué son enlèvement et ses proches ignorent où il se trouve. Il est à craindre cependant qu'il n'ait été enlevé par les forces de sécurité pakistanaises ou par des talibans locaux qui ont déjà été impliqués dans des enlèvements et des exécutions extrajudiciaires au cours d'opérations militaires dans le nord-ouest du pays.

D'autres journalistes membres du syndicat tribal des journalistes – dont Rehmatullah Darpakhel était le vice-président – craignent pour leur avenir et se sentent incapables de réagir puisqu'ils ne peuvent pas protester contre l'enlèvement de leur confrère par crainte de représailles des militaires et des talibans.

Amnesty International appelle les autorités pakistanaises à veiller à ce qu'une enquête approfondie soit menée sans tarder sur les circonstances de l'enlèvement de Rehmatullah Darpakhel, ainsi que sur les meurtres et mauvais traitements dont d'autres journalistes ont été victimes. Les responsables présumés doivent être traduits en justice dans le cadre de procès équitables, conformes aux normes internationalement reconnues en matière de droits humains. Alors même que le simple citoyen, au Pakistan, est de plus en plus préoccupé par le maintien de l'ordre dans son pays, les partis politiques et les autorités pakistanaises doivent faire comprendre que les auteurs de violations des droits humains ne sont pas au-dessus des lois.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en ourdou ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé à l'idée que personne n'ait revu Rehmatullah Darpakhel ni eu de ses nouvelles depuis le 11 août ;
- exhortez les autorités à ouvrir sans délai une enquête rapide et impartiale visant à découvrir où se trouve cet homme et, s'il s'avère qu'il est détenu par des agents de l'État, à en informer immédiatement sa famille, ainsi qu'à faire en sorte que les responsables présumés de sa disparition, même au plus haut niveau de la chaîne de commandement, soient rapidement traduits en justice et que Rehmatullah Darpakhel obtienne réparation ;
- priez instamment les autorités de prendre toutes les mesures possibles pour s'assurer que Rehmatullah Darpakhel ne soit ni torturé, ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements et pour qu'il puisse contacter les avocats de son choix et recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- faites part de l'inquiétude que vous inspirent les attaques de plus en plus nombreuses visant des journalistes et d'autres professionnels des médias au Pakistan.

ENVOYEZ VOS APPELS PAR FAX OU PAR COURRIER AVANT LE 25 OCTOBRE 2011 À :

Président du Pakistan

Mr Asif Ali Zardari

Pakistan Secretariat

Islamabad

Pakistan

Fax : +92 51 920 4974

Formule d'appel : *Dear President, /*

Monsieur le Président,

Gouverneur de la province de Khyber

Pakhtunkhwa

Mr Syed Masood Kausar

Governor House, Peshawar, Khyber

Pakhtunkhwa, Pakistan

Fax : +92 91 9210899

Formule d'appel : *Dear Governor, /*

Monsieur le Gouverneur,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Pakistan dans votre pays (adresse(s) à compléter).

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule de politesse :

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE PAKISTANAIS ENLEVÉ EST EN DANGER

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Alors que la situation s'aggrave en termes de sécurité au Pakistan et que des pressions sont exercées sur le gouvernement pour qu'il prenne des mesures à l'égard de l'insurrection et des activités terroristes en plein essor, les journalistes présents dans ce pays, notamment ceux qui travaillent dans les zones de conflit, sont de plus en plus souvent menacés et attaqués, tant par des agents de l'État que par des acteurs non étatiques, lorsqu'ils rendent compte d'atteintes aux droits humains. Ils subissent diverses menaces de la part des autorités et des groupes armés, notamment sous la forme de manœuvres d'intimidation, d'enlèvements, d'actes de torture en détention et d'homicides ciblés, dans tout le Pakistan et en particulier dans le nord-ouest, au Baloutchistan et à Karachi.

Au cours du seul mois d'août, plusieurs attaques visant les médias ont eu lieu, dont certaines dans lesquelles les forces de l'ordre étaient impliquées.

- Le 6 août, des policiers auraient procédé à une perquisition au siège du quotidien de langue ourdou *Mashriq* en affirmant rechercher un criminel. À la suite des protestations de journalistes, le chef de la police locale a suspendu de leurs fonctions les agents responsables de cette opération.
- Le 14 août, le journaliste Muneer Shakir a été abattu par deux hommes armés circulant à moto à Khuzdar, au Baloutchistan. Peu de temps avant, il avait couvert une manifestation organisée par une organisation séparatiste baloutche. Personne n'a revendiqué son meurtre, mais des organisations séparatistes baloutches auraient interdit aux journalistes de rendre compte de leurs activités.
- Le directeur d'un bureau de Samaa TV et deux autres professionnels des médias auraient été détenus et frappés par des policiers à Hayatabad, une banlieue de Peshawar, le 19 août après s'être rendus dans un hôpital de cette ville où des victimes d'un attentat-suicide avaient été conduites pour être soignées. Ils ont été libérés au bout de plusieurs heures, à la suite de manifestations organisées par des confrères et des syndicats de journalistes.
- Le 22 août à midi, une équipe de trois journalistes de la chaîne de télévision en langue pachto Khyber News TV a été prise en embuscade dans le centre de Peshawar. Alors que des policiers, selon certaines sources, regardaient la scène sans intervenir, des hommes circulant à bord de deux motos et d'une voiture ont barré la route des journalistes, tiré des coups de feu et lancé des pierres sur l'un d'eux, le blessant grièvement à la tête. Les policiers auraient refusé d'aider ce dernier. Cette attaque semble avoir été menée en représailles à un reportage de la chaîne télévision sur la corruption présumée au sein du gouvernement de la province de Khyber Pakhtunkhwa.

Selon le Comité pour la protection des journalistes, la plupart des homicides de journalistes ont été commis en toute impunité et 17 affaires de meurtres de journalistes demeurent non élucidées depuis 2001.

Un journaliste chevronné, Saleem Shahzad, a été enlevé par des personnes non identifiées le 29 mai à Islamabad et son corps a été retrouvé deux jours plus tard près de sa voiture abandonnée dans le nord-ouest du pays. Il présentait des traces de torture. En octobre 2010, il avait affirmé avoir reçu des menaces de mort de la part des Services du renseignement de l'armée pakistanaise (ISI) au sujet de ses recherches sur l'infiltration présumée d'Al Qaïda dans l'armée. Dans une brève note rédigée à la suite de ces menaces, il avait indiqué qu'il tiendrait ces services responsables s'il venait à être tué. Une enquête administrative a été ouverte pour déterminer les circonstances de l'enlèvement et du meurtre de Saleem Shahzad, mais il est fort à craindre qu'elle ne fasse pas toute la lumière sur l'implication présumée des services de renseignement pakistanaï.

Nom : Rehmatullah Darpakhel
Genre : homme

AU 270/11, ASA 33/015/2011, 13 septembre 2011